

	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire: BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA</p> <p>Coût total estimé: 25 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l’UE : 25 000 000 EUR</p> <p>Les contributions attendues des Etats Membres à la TEI Stabilité et bonne e-gouvernance sont de 78 000 000 EUR pour la France (dont 18 000 000 EUR sous forme de prêt) et de 1 000 000 EUR pour l’Italie. La Belgique participe également à cette TEI sous forme d’assistance technique.</p>			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	<p>Gestion directe par :</p> <p>- Subventions</p> <p>Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.4, 4.4.5 et 4.4.6</p>			

1.2 Résumé de l'Action

<p>Les bases de cette action sont les recommandations des missions d'observation électorale de l'UE (MOE-UE) déployées en 2010, 2013, 2015 et lors des élections municipales de 2018. Aucune MOE-UE n'a été envoyée lors des élections de 2020. L'action reflète les priorités de la Stratégie de l'UE pour la promotion des Droits de l'Homme 2021-23 et de la Feuille de Route (en cours de mise à jour pour inclure les conséquences du coup d'état) 2022-25.</p> <p>L'UE contribuera donc à rendre le processus de réformes de l'Etat guinéen et les processus électoraux prévus par la Charte de la transition signée le 27 septembre 2021 – au niveau national et local - légitimes, crédibles, inclusifs et respectant les standards internationaux de qualité, transparence et efficacité.</p> <p>Le processus de transition - menant à l'adoption d'une nouvelle Constitution et la mise en place d'un gouvernement démocratiquement élu, reconnu comme légitime par la population, par des élections non violentes - doit être accompagné par un processus de réconciliation nationale, dont le premier pas sera l'implication de la société civile dans le processus constitutionnel et législatif mais aussi l'organisation du procès du massacre du 28 septembre 2009 qui doit également contribuer à l'apaisement des tensions sociales encore existantes.</p> <p>Un rôle essentiel pour la réconciliation nationale sera aussi joué par la lutte contre la corruption et les malversations des deniers publics, objectif prioritaire de la transition. Dans le cadre de cette action, l'UE renforcera les capacités de la Guinée à lutter contre la criminalité économique et financière et la corruption et donnera un appui aux corps de contrôle interne et externe.</p> <p>L'action contribuera à deux des objectifs escomptés du PIP 2021-2027 pour la Guinée¹ : « Améliorer la gouvernance et la performance des institutions de l'État » et « Garantir la stabilité et l'État de droit ». Le programme visera plusieurs des effets directs comme le renforcement de la société civile, l'amélioration du système d'enregistrement des actes de l'état civil ; le respect des standards internationaux dans la mise en œuvre</p>
--

¹ mip-2021-c2021-9453-guinea-annex_fr.pdf (europa.eu)